Philippe Mangin, dirigeant de EMC2

« Pas de concurrence avec les cultures alimentaires »

by La Tribune - jeudi, juin 12, 2008

https://www.correspondances.fr/philippe-mangin-dirigeant-de-emc2/

« Pas de concurrence avec les cultures alimentaires »

EMC2 est une coopérative de quelque 5.000 adhérents et 500 salariés pour 360 millions d'euros de chiffre d'affaires en 2007. Elle implante à Baleycourt, près de Verdun (Meuse), une usine de trituration et d'estérification de colza en joint-venture à 50/50 avec le chimiste anglais Inéos.

Votre projet d'usine de trituration et d'estérification de colza « en bout de champ » échappe-t-il à la contestation des biocarburants ?

Au coeur d'un bassin de production historique de colza, notre projet d'estérification n'induit pas de concurrence avec les cultures alimentaires et permettra des circuits plus courts qu'auparavant. L'usine traitera chaque année 400.000 tonnes de colza sans nous conduire à augmenter notre production, puisque cette culture s'inscrit dans la rotation orge-blé-colza nécessaire sur nos sols. Jusqu'à présent, nos récoltes étaient triturées en Allemagne, à Mannheim. Une partie de l'huile revenait d'ailleurs en Meuse, où Inéos produisait déjà des biocarburants. En raccourcissant les circuits, notre projet assurera au colza un rendement énergétique bien meilleur.

Comment votre coopérative a-t-elle pu lancer cet investissement de près de 90 millions d'euros ?

Sauf à prendre de gros risques, nous n'y serions pas parvenus seuls. Nous avons constitué une alliance avec deux autres coopératives, Champagne Céréales basée à Reims et Nouricia implantée à Troyes, pour partager le volet agricole de l'investissement. Cette structure commune dénommée Siclae porte nos projets industriels (matériels, farines, aliments pour bétail et, demain, chimie verte) en veillant à une répartition équitable sur nos territoires.

De quelles aides avez-vous bénéficié ?

Le conseil général de la Meuse a subventionné les travaux d'aménagement et la Région a mis en place des formations pour faciliter les recrutements. Le projet générera 76 emplois directs, dont la moitié au niveau cadre, et 200 emplois indirects. Le projet de Baleycourt peut en engendrer d'autres. Nous étudions actuellement des possibilités de biomasse afin de valoriser nos ressources en paille et en bois. Nous solliciterons probablement l'Union européenne dans ce cadre.